

« Nous refusons toutes les porcheries industrielles »

L'association intervillage pour un environnement sain (Aives) va manifester le 17 juin à Amiens

À Heuringhem, le projet de porcherie industrielle porté par Aurélie Bridault est toujours au point mort, bloqué après un mois de travaux en octobre 2013. Mais les membres de l'association intervillage pour un environnement sain, autrement dit Aives, ne baissent pas les bras et restent vigilants. C'est ce qu'ils ont rappelé lundi 1^{er} juin lors de l'assemblée générale, dans une salle bien remplie.

« Notre objectif est de nous battre contre la porcherie d'Heuringhem. Nous refusons aussi toutes les porcheries industrielles où qu'elles soient », rappelle Jean-Michel Jedraszak, président d'Aives.

« Nuisances à l'environnement », « pollutions », « résistance aux antibiotiques » « dévaluation des maisons » etc. Les arguments sont nombreux et inlassablement répétés par les membres de l'Aives. Comme Jean-Paul Lefait, maire d'Heuringhem. « Je fais partie de l'association pour défendre l'attractivité de mon village. Un tel projet peut l'impacter, ce serait vraiment dommage vu tous les efforts qu'on a fait. » L'élu craint aussi la pollution : « il y a des forages d'eau potable sur le territoire qui peuvent être pollués par l'épandage du lisier à haute dose. » « Nous sommes contre ce projet aussi parce que nous défendons le confort animal. Les caillbotis sur lisier, c'est pas ce qui se fait de mieux. Les conditions sont déplorables », complète le pré-



Le président de l'Aives, Jean-Michel Jedraszak, espère pouvoir faire connaître encore plus son association qui rassemble plus de 350 adhérents.

sident de l'Aives.

Créée en mars 2012, l'association compte à ce jour un peu plus de 350 adhérents d'Heuringhem, Ecques et même au-delà. « Nous sommes tous contre l'agro-business. »

Manifestation le 17 juin à Amiens

Localement, il n'y a pas eu d'action marquante depuis la dernière assemblée générale, pour ne pas risquer de se confronter aux JA et à la FDSEA. « Mais sur le plan national, nous avons participé à plusieurs manifestations avec la confédération paysanne. Nous serons d'ailleurs présents le 17 juin à Amiens, à leur côté,

pour soutenir les neuf militants accusés d'avoir fait des dégâts à la ferme des 1 000 vaches », annonce Jean-Michel Jedraszak.

Quant au combat juridique, il se poursuit. L'autorisation d'exploiter, signée en 2013 par le préfet est contestée par l'Aives, « avec des arguments solides ». Le dossier est en cours... En ce qui concerne le permis de construire, la décision en délibéré est attendue prochainement. « On peut être confiant sur une annulation partielle », estime le président qui espère toujours pouvoir renforcer l'association.